



nat.komp

14633

MSD

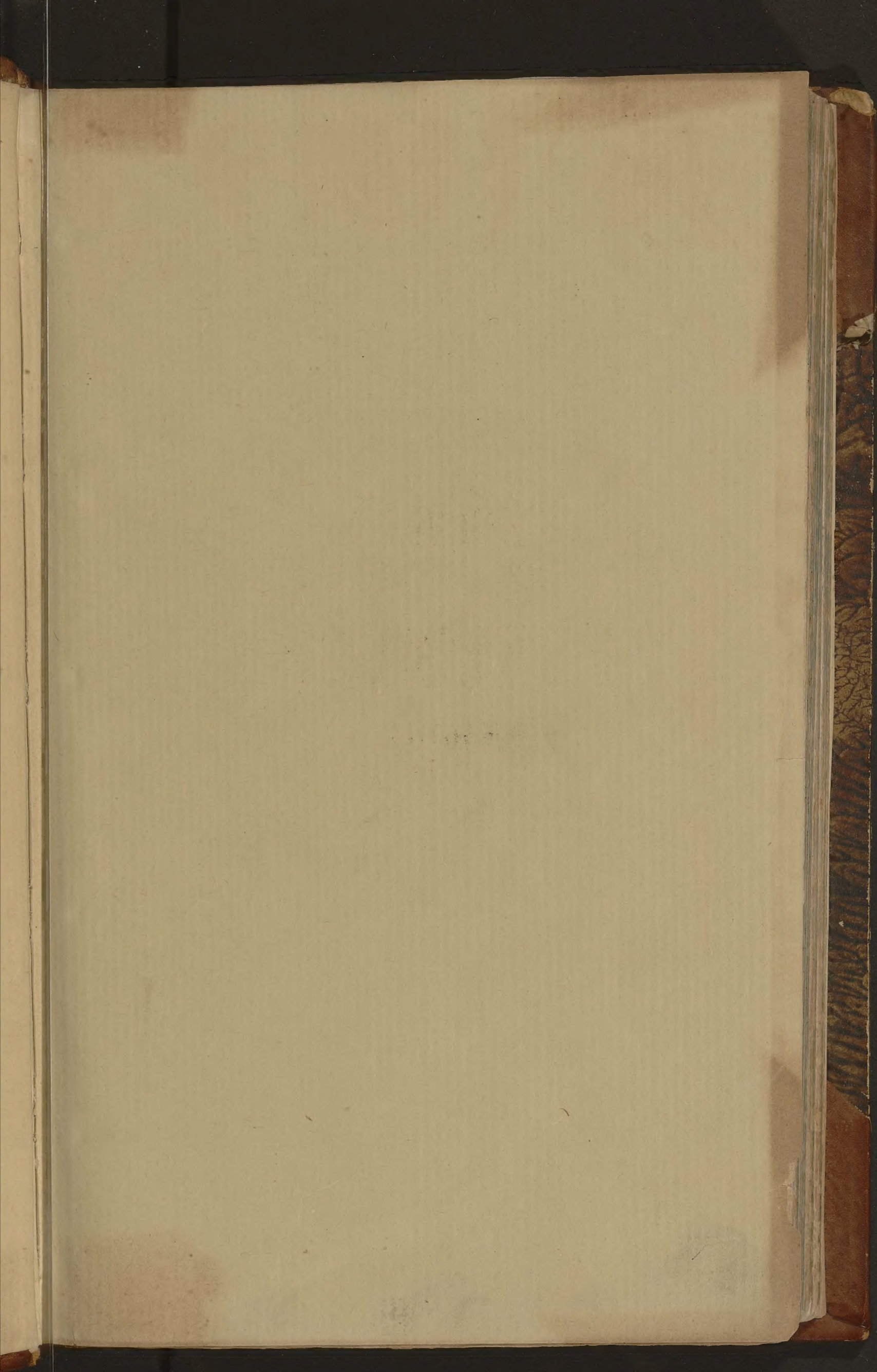
5



Na nowo oprawiono w r. 1936.

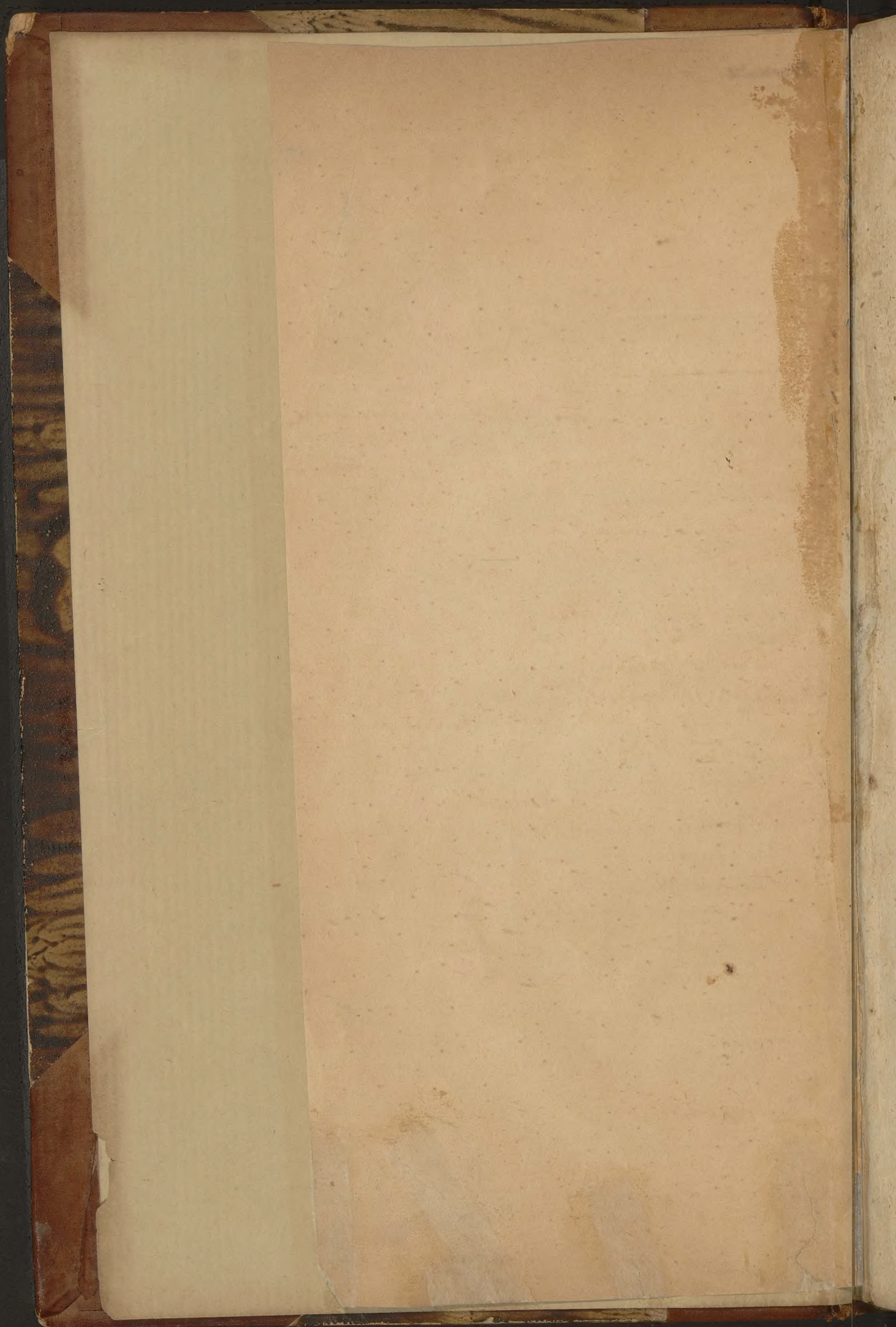


Olim. Brano polskie 4995/V



Sta
7
-
Gis
4
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
3
3

- Starewicz — Preradski,
 Faber — Koch —
 — — — 3 1/2 — Wolanski & Matuszewski.
 Gidoryć — Wolanski, Matuszewski.
 Wolanski — Gidoryć.
 6. Wimmer — Stefani — Bankhoffer
 7. Modzelewski, Stefani. Janowski, Karskowskie
 8. Bankhoffer — Wimmer —
 9. Wimmer — Bankhoffer
 10. ~~Bankhoffer~~ Karskowskie, 206, 14633, III t. IV. nr. 17.
 11. Bankhoffer — Wimmer,
 12. Miastowski — Drygalski,
 13. Ostrowski — Gnatowski.
 14. Kwiecień — Bieski — Jędrzejewski, Tegoborski, Wygomska,
 15. Drygalski.
 16. Preradski — Wierzyński — Chrapowicki, Sierakowski
 17. Rómer, — Bernardyński — Korywobłocki.
 18. Oginski, Manuzy.
 19. Borch — Plater —
 20. Dulce —
 21. Sawicki — Wolszowski.
 22. Sordowski.
 23. Lieke, Hermann.
 24. Ekonomista Gordienko —
 25. Pożniak — Wolszowski, Marciniowski,
 26. Skarżewski Halczyński,
 27. Augustow — Ekon. Gordienko — Bankiewicz,
 Karłowicz.
 28. Totoczko — Kameński.
 29. Szaniawski.
 30. Karskowskie —
 31. — — — Osniatowski.
 32. Cieszkowski — Piarowski — Kalkowski,
 33. Sylwestrowski —
 34. Nowinski. — Güren, — Grabowski.
 35. Grabowski
 36. Trinitas — Bookman,
 37. Górn —



9 for

1771

0.0.0

WW
g
V
P
K
r
C

JW. Barłomiej Szabłowski, Kasztelan Diechowski,
Dobryłowca Wielkiego y małego, czyli Kocieliński
J A
J
dzie
fzta
Lipo
wiaz
iacy
Barł
fzła
Bra
tyn
c.e
na

EXPOSÉ

De l'affaire entre Messieurs de Tomatis,
Brokman & autres, accompagné de la
réponse à l'imprimé de Mr de Tomatis,
ayant pour titre : *Status Causa.*

Il est certain, que le Prince Poninski Grand Trésorier de la Couronne, restoit redevable d'une somme au de-la de 70,000. Ducats à Mr de Gören Ministre d'Etat de Sa Majesté Prussienne provenante de différentes négociations; dans le dessein de s'acquitter de cette dette, ou plutôt d'une partie, il fit en 1781. l'acquisition de Biens de Mroczka pour la Somme de 700,000. florins, & les ceda à Mr de Gören pour la Somme de 40,000. Ducats pour solder une partie de sa dette.

Voilà l'époque, d'où Mr de Tomatis déduit l'origine de ses prétentions en avançant dans son imprimé, que le Prince Poninski n'auroit pu payer de la valeur de Mroczka 40,000. Ducats, à compte de la dette, qu'il devoit à Mr de Gören, si Mr de Tomatis ne lui avoit pas avancé la Somme de 17,100. Ducats, pour débarasser ces Biens des dettes, qui montoient à cette Somme. Et pour appuyer cette allegation, il ajoute = „ que le Prince „ Poninski n'ayant pu obtenir de Mr Cabrit la susdite Somme „ de 17,100. Ducats dont il avoit besoin pour satisfaire les Créanciers de Mroczka, proposa au Comte de Tomatis, que s'il „ vouloit lui avancer les dits 17,100. Ducats, il lui feroit ceder „ toute la Somme de 40,000. Ducats, dont le surplus lui serviroit de sureté pour les 500,000. fl. qu'il avoit payés pour le „ Palais de Młodziejowski, que les Créanciers lui ont repris & „ dont l'hypothèque se trouvoit postérieure à celle de Mr de Gören; „ que le Comte de Tomatis dans l'espérance de mieux assurer la „ Somme de 500,000. qui étoit trop hasardée, accepta la proposition du Prince Poninski.

Cette assertion de Mr de Tomatis ainsi que la deduction du droit primitif qu'il pretend avoir à la Somme de 40,000. Ducats pourroient faire quelque impression sur le Public & lui donner l'idée que ce n'est pas sans titre, que Mr de Tomatis demande cette Somme. Mais l'exposé suivant étoit de preuves fera voir au Public, que Mr de Tomatis n'ayant pu trouver de secours ni dans les cours de la procédure, ni dans la justice pour s'assurer des avantages, dont il s'étoit fait un plan contre toute équité, forma le projet de faire un faux exposé de toute cette affaire & après avoir ainsi éludé le Public & même, s'il étoit possible, surpris le Jugement, s'approprier de cette manière le bien d'autrui.

❁ ❁

Les Biens de Mroczka, que le P. Poninski avoit achetés pour la Somme de 700,000. fl. de Mr Masachowski actuellement Palatin de Masovie & d'abord resignés à Mr de Gören, n'ont jamais été oberés de la dette de 17,100. Ducats, comme cela est prouvé par le compte des Sommes, qui sont entrées dans la valeur de ces Biens, signé par Mr l'Abbé Grodzicki, lorsqu'autorisé par Mr le Palatin de Masovie, il les vendit au Prince Poninski. Le voici.

Le prix dont on convint pour les Biens de Mroczka fut fixé à la Somme de fl. 700,000.

Cette Somme a été payée par le Prince Poninski de la manière suivante.

1 ^{mo} . Par l'assignation de Mr Cabrit donnée sur Posen de 1,900. Ducats	fl.	34,200.
2 ^{do} . Le Prince Poninski a acquité la dette que Mr Masachowski devoit à Mr Revel, avec une lettre de change de Mr Cabrit de 6000. Ducats	fl.	108,000.
3 ^{tie} . Le Prince Poninski a payé avec les obligations de Mr Wiczlinski payables à Mr Masachowski		244,000.
4 ^{to} . Il a payé avec un papier de Mr le Castellan de Tarnow.	fl.	20,000.
5 ^{to} . Le Prince Poninski a donné son obligation, qui n'est pas encore payée & dont on fait le recouvrement sur la masse des fonds du Prince Poninski, pour la Somme de	fl.	40,000.
6 ^{to} . Il a payé en argent comptant emprunté de Mr Geppert 600. Ducats	fl.	10,800.
7 ^{mo} . Il a accepté la dette hypothéquée sur Mroczka à Mr l'Abbé Grabowski & au Chapitre de Kamieniec		90,000.
8 ^{vo} . Le Prince Poninski a cédé à Mr Masachowski ses Biens Siemién, sur lesquels, après toutes les dettes rabattues, il y avoit un fond réel de		153,000.
	Fl.	700,000.

Ce compte fait voir que les Biens de Mroczka, lorsque le P. Poninski en fit l'acquisition, n'étoient oberés que de 90,000. fl. de dettes. Ainsi comment Mr de Tomatis pouvoit il avoir avancé 17,100. Ducats pour amortir les dettes de cette Terre, lorsqu'il n'y en avoit que 90,000. fl? Mais que même la dette qui existoit réellement sur la terre de Mroczka, n'a pas été payée de l'argent de Mr de Tomatis, cela est prouvé par le Contrat de la vente passé entre le Prince Poninski & Mr de Gören, par lequel le Prince Poninski charge Mr de Gören de cette dette foncière. Cela est encore constaté par le Decret de la Condescence désignée pour juger la priorité des dettes sur les Biens du Prince Poninski; dans lequel Jugement Mr Brokman Directeur de la Compagnie de Prusse ayant comparu déclara, que Mr de Gören par la resignation de Mroczka, n'avoit été payé, que de la Somme de 36,055. Ducats à cause que Mr de Gören a été obligé de payer la dette foncière dont il avoit été chargé par le Contrat du Prince Poninski, & que la Somme, dont il l'avoit fait quitrancer, ou plutôt en faire la Cession, selon la disposition du Prince Poninski, à Mr. Ca-

❖

brit, comme on le dira ci-après, montoit à 41,312. Ducats & 9. fl. conséquemment Mr Brokman exigea du même Jugement l'adjudication & la liquidation de la Somme restante de 5,256. Ducats & 17. fl. Et en effet Mr Brokman ayant fait le serment pour constater la réalité de cette dette restante, le Jugement déclara que cette Somme seroit payée de la masse des fonds du Prince Poninski à Mr Brokman & à la Compagnie de Prusse.

Ces preuves appuyées des Documents, & qui s'il en est besoin, peuvent être confirmées par le serment des honnêtes gens, qui sont entrées dans cette affaire, renversent les principaux fondements, sur lesquels la prétention de Mr de Tomatis étoit établie & annéantissent le titre à la Somme de 40,000. Ducats, dont Mr de Tomatis se servoit, comme pour avoir payé la Somme de 17,100. Ducats, pour éteindre les dettes de Mroczka.

Mais outre ces preuves qui démontrent que Mr de Tomatis n'a rien avancé pour amortir les dettes de Mroczka, vu qu'il n'y en avoit nul besoin, comme on l'a déjà démontré, les opérations suivantes de Mr de Tomatis font voir naturellement, que l'exposé de cette affaire inséré dans son imprimé n'est qu'une fiction dénuée de toute vérité. Car.

1^{mo}. Après avoir donné, comme il le dit, en 1781. la Somme de 17,100. Ducats, pour solder les dettes de Mroczka à condition, qu'il lui seroit faite la cession de la Somme de 40,000. Ducats payée à Mr de Görn par le Prince Poninski, il n'a pas demandé cette cession en 1781. dès la resignation de Mroczka, dont Mr de Tomatis dit avoir mondé les dettes par son argent. Il ne l'a demandé non plus dans le courant de l'année 1782. C'est n'est qu'en 1783. au mois de Juin qu'il commença à chercher quelque titre à la dite cession. Jusque là Mr de Tomatis n'avoit de revers ni de Mr de Gören, ni de personne de la Compagnie de Prusse, quoiqu'il eut déboursé un capital si considérable, au contraire il savoit que Mr Cabrit avoit entre ses mains un revers, que Mr Brokman Directeur de la Compagnie de Prusse, conformément à la volonté du Prince Poninski, lui avoit donné, par lequel il s'engageoit de faire à Mr Cabrit la cession de la Somme de 40,000. Ducats payée avec la terre de Mroczka; cependant une Somme si considérable méritoit bien l'attention de Mr de Tomatis; ne falloit-il pas d'abord exiger, que la Somme qu'il avoit avancée pour monder Mroczka lui fût assurée incontinent par un acte de Cession?

2^{do}. Lors que en 1783. Mr. Cabrit rédigea entre le Prince Poninski & Mr de Tomatis le compte, dans lequel étoient entrées toutes les Sommes, que le P. Poninski devoit à Mr de Tomatis, ce celui n'a fait aucune mention de la Somme de 17,100. Ducats, quoiqu'il avoit passé dans ce compte des Sommes pour lesquelles il avoit déjà reçu du Prince Poninski des fonds soit pour le tout soit en partie, & il le faisoit sans doute par précaution, pour pouvoir recourir au Prince en cas qu'il n'eut pas revendiqué ces fonds. Il falloit donc être également circonspect vis à vis de la Somme de 17,100. Ducats, à fin qu'en cas qu'il n'eut pas obtenu la satisfaction pour la cession qu'on lui devoit faire, il pût la réclamer du Prince Poninski d'une autre manière.



310. Quoique Mr de Tomatis ait comparu en 1787. au jugement de la Condescence, qui verifioit la priorité des droits de chaque Créancier du Prince Poninski, dans le dessein de faire liquider les Sommes dues à lui par le Prince Poninski, y ait présenté un long Registre des Sommes, où il n'a pas manqué de compter plusieurs fois une même Somme, & d'y mettre même celles, qui avoient été déjà payées, ainsi que cela se prouve par le Decret du jugement de la Condescence; quoiqu'il soit venu à ce jugement, après le Decret de l'Assessorie, qui avoit reconnu que la Somme de 40,000. Ducats, dont il s'agit présentement, étoit déjà payée à Mr de Gören par la vente de la terre de Mrocza, & que conséquemment il ne devoit pas exiger une seconde fois son paiement sur le Palais du Prince Poninski dévolu au concours: quoique même avant le Decret de l'Assessorie, c'est à dire en 1786. à la Condescence, désignée pour la potiorité, dans la Cathégorie de Mrs de Tomatis, Cabrit & Brokman, après que le Jugement eût déclaré la somme de 40,000. Ducats, pour payée & d'aucune valeur. Mr Cabrit par Sentence judiciaire eut fait serment sur ce;
„ Que lorsque le Prince Poninski eut payé la dette de 40,000.
„ Ducats à la Compagnie de Prusse (c'est à dire à Mr de Gören)
„ Mr Brokman Directeur de la même Compagnie a donné à Mr
„ Cabrit un revers signé de sa main, par lequel il s'étoit obligé
„ de faire la cession de cette Somme à Mr Cabrit à chaque re-
„ quisition de sa part & rendre les Documents relatifs à cette
„ Somme, & que ce Revers avoit été écrit par Ordre du Prince
„ Poninski, pour assurer la Somme qui étoit due à Mr de Ca-
„ brit par ses comptes & que ce n'étoit pas dans la vue de re-
„ noncer à la cession, à faire à Mr Cabrit, qu'il a donné ce Revers.,
Quoiqu'à le jugement après ce serment, eût cassé & annullé le revers postérieur donné par Mr Brokman à Mr de Tomatis pour la Cession à lui faire de la Somme de 40,000. Ducats: quoique, dis-je après toutes ces décisions judiciaires & le serment, Mr de Tomatis venant au jugement de la Condescence pour liquider ses Sommes, fut persuadé qu'il ne pouvoit nullement espérer d'être satisfait pour la prétendue cession de la Somme de 40,000. Ducats, qu'au contraire il dû prévoir que la Somme de 17,100. Ducats, qu'il dit lui avoir été assurée par cette cession, étoit exposée à être perdue, dès que la Somme de 40,000. Ducats eût été déclarée par Decrets pour nulle, & que le serment de Mr de Cabrit lui eût établi le droit & le titre à cette Cession quoique déjà peu avantageuse à lui; pourtant Mr de Tomatis n'a pas présenté entre les autres Sommes celle de 17,100. Ducats, pour être liquidée du jugement de la Condescence: il n'en a pas fait mention, apparemment il n'osoit pas soutenir en face du Prince Poninski, de lui avoir donné 17,100. Ducats pour éteindre les dettes de Mrocza, puisqu'il ne les avoit jamais donnés, ou que craignant les Créanciers du Prince Poninski, qui veilloient, que la masse des fonds du Prince Poninski, sans cela déjà assez modique, ne fut encore plus endommagée par les détours de Mr de Tomatis; il projetta ainsi d'envelopper plutôt de subterfuges de la Chicane Mr Brokman, peu versé comme étranger dans les Loix du Pais, pour avoir plus de facilité de l'opprimer ou les autres Personnes, qui avoient à faire à lui.

❁ 0 ❁

420. Mr de Tomatis s'étant enfin aperçu, que le jugement de la condescence pour la potiorité, par devant lequel il avoit comparu & produit en suite d'un arret ses Documents, avoit ordonné des inquisitions pour demeler toutes les affaires entre le Prince Poniński & Mr de Tomatis, renonça alors à la comparution, après y avoir laissé ses Documents. Le jugement sans faire attention à la disparition de Mr de Tomatis, autorisé à cela par le Decret du Tribunal, jugea la cause d'après ces mêmes documents & l'inquisition, & d'après le susdit compte fait en 1785. entre le Prince Poniński & Mr de Tomatis par Mr Cabrit, signé de sa main & confirmé par le serment du Prince Poniński, déclara, que de toutes les negotiations (excepté les Sommes relatives à la masse de biens des Czudnow) il ne revenoit de Prince Poniński à Mr de Tomatis que la Somme capitale de 23,365. Ducats & 6. fl. & 70,317. Ducats d'interets.

Ainsi des transactions authentiques passées dès la resignation de la terre de Mroczka, de tant d'Acres juridiques, & enfin des opérations posterieures de Mr de Tomatis, il resulte cette preuve évidente que Mr de Tomatis n'a donné aucune Somme ni pour l'achat de la terre de Mroczka, ni pour la decharger de ses dettes, & que par conséquent il n'a pû avoir aucune prétention, ni droit à la Somme de 40,000. Ducats payée par cette même terre.

D'ailleurs l'avoue trop sincere fait dans l'imprimé & cité ci-dessus, que Mr de Tomatis avec la Somme de 40,000. Ducats, vouloit non seulement s'assurer de la Somme de 17,100. florins, mais aussi de celle de 500,000. fl. provenant du Palais de Młodzieiowski & qui étoit trop hasardée, ne sauroit non plus donner de titre à Mr de Tomatis à cette Somme.

Car aucun jugement & moins encore celui de Potiorité ne sauroit accepter ni approuver des dettes posterieures, que l'on a passé pour anterieures, quand même elles étoient bonnes par leur Nature, & à plus forte raison cela ne pût arriver dans le cas, où Mr de Tomatis, comme il l'avoue lui même, vouloit assurer ses 500,000. fl. trop hasardés; & par là placer une Somme, qu'il jugeoit lui même incertaine, au préjudice des autres Créancier du Prince Poniński, qui avoient des Sommes plus liquides.

Il faut à présent faire voir au Public les droits que Mr de Tomatis s'est procurés à la Somme de 40,000. Ducats payée par la cession de la terre de Mroczka, & y répondre.

Il est certain, que le Prince Poniński s'étant acquitté envers Mr de Gören de la Somme 40,000. Ducats, en lui resignant la terre de Mroczka, a voulu, qu'au lieu de quittance, la cession de cette Somme fut faite à Mr Cabrit pour assurer différentes Sommes, qu'il lui devoit alors; & c'est à cette fin que le Prince Poniński donna ordre à Mr Brokman de donner un revers par lequel il s'obligerait de faire cession de la Somme de 40,000. Ducats payée à Mr Gören, à Mr Cabrit; en effet Mr Brokman donna sur le champ un tel revers, ce qui est prouvé par la Copie du même Revers, par le Decret du jugement de Condescence, ainsi que par le serment de Mr Cabrit, fait en face du même jugement, & dont la teneur est ci-dessus rapportée.

❁ ❁ ❁

L'original de ce Revers resta entre les mains de Mr Cabrit, jusqu'au mois de Juillet de 1783. Dans ce tems là Mr de Tomatis qui savoit qu'un tel revers se trouvoit entre les mains de Mr Cabrit, vint chez lui, & lui proposa qu'il auroit les moyens de revendiquer la somme de 40,000. ducats payée avec la terre de Mrocza, sur les fords du Prince Poninski, si Mr Cabrit vouloit seulement lui permettre d'employer quelque partie de cette somme récupérée à se faire payer la dette, que le Prince Poninski lui devoit; il ajouta encore que si Mr Cabrit y consentoit, on devoit faire le recouvrement de cette Somme au nom de Mr de Tomatis, & non pas en celui de Mr Cabrit, & qu'il falloit par conséquent que Mr Cabrit rende le revers à Mr Brokman, en lui marquant par un billet, qu'il peut faire la Cession de 40,000. ducats à Mr de Tomatis.

Comme Mr Cabrit agissoit toujours de bonne foi & qu'il se fioit à Mr de Tomatis, d'autant plus, qu'il étoit alors persuadé de son amitié, il accepta la proposition de Tomatis, remit entre ses mains le Revers de Mr Brokman donné à Mr de Cabrit pour faire la cession de 40,000. Ducats; il rendit en outre les lettres de change du Prince Poninski, pour le montant de cette somme, & écrivit un billet à Mr Brokman conforme à la volonté de Mr de Tomatis & dicté par lui même, par lequel il donnoit la permission à Mr Brokman de faire la Cession de la susdite somme en faveur de Mr de Tomatis, ayant ainsi réussi auprès de Mr de Cabrit, il se rendit chez Mr Brokman.

C'est ici qu'il faut considérer la manière d'agir de Mr de Tomatis, avec quelle subtilité il jettoit les fondemens à l'intrigue qu'il devoit un jour mettre en execution. On croiroit que Mr de Tomatis ayant engagé Mr Cabrit à rendre à Mr Brokman le Revers & les lettres de change pour la Somme de 40,000. Ducats: après l'avoir assuré de sa part, qu'il emploieroit une partie de cette Somme par lui récupérée au payement de sa dette, soit déjà venu à bout de ses desseins, que ce moyen l'ayant déjà rendu sur de gagner quelque chose de cette Somme, il n'avoit qu'à aller trouver Mr Brokman & lui demander qu'il lui fasse d'abord la cession de 40,000. Ducats. Tout le monde le croiroit ainsi. Mais Mr de Tomatis étoit bien loin d'agir si naturellement. Il conçut alors le projet d'embrouiller & d'entraîner Mr Brokman ainsi que les personnes, qui en quelque sorte étoient intéressées à cette Somme, dans divers écrits, pour donner quelque apparence de légalité à sa démarche, qu'il soutient aujourd'hui avec tant de hardiesse. Il prévoyoit alors sans doute qu'il ne pouvoit être sur de profiter de la Somme de 40,000. Ducats, à cause de la grande involution, où étoient les biens du Prince Poninski; que l'on decouvriroit tôt ou tard, que cette Somme est déjà équitée, & que celui, à l'avantage duquel la cession de cette Somme seroit faite, ne s'en servoit que pour couvrir une dette inférieure. Il falloit donc pour s'assurer de profits illicites y envelopper des personnes innocentes.

Pour cet effet Mr de Tomatis va voir Mr Brokman, lui dit, que Mr Cabrit lui renvoyoit son Revers et les lettres de change du Prince Poninski, & qu'il lui permettoit, d'en faire la Cession sur sa personne: cependant il n'en demande pas d'abord

❁ ❁

cette Cession, il n'en exige qu'un Revers par le quel il s'oblige, qu'après avoir parfait le procès relatif à la Somme de 40,000. Ducats avec le Prince Poninski, il en feroit la Cession à Mr de Tomatis; il l'entraîne ensuite adroitement dans quelques obligations de revendiquer cette Somme & de finir le procès au plutôt. Mr Brokman, qui n'entroyoit dans tout cela aucune surprise, & qui savoit que Mr Cabrit étoit le vrai propriétaire de cette Somme en vertu du consentement du Prince Poninski, & du Revers primitif, qu'il lui avoit donné, & que ce n'étoit que pour la recupérer d'après une convention faite entre eux, qu'il avoit permis d'en faire la Cession à Mr de Tomatis, livre un pareil revers de bonne foi à Mr de Tomatis en 1783. mais Mr Brokman le livre dans sa maison, en présence seulement de Mr Tomatis & non pas en celle du Prince Poninski, comme le dit Mr de Tomatis, dans son imprimé.

On ne peut pas même douter, que Mr Brokman n'ait donné ce Revers de bonne foi & avec toute la confiance possible. Il n'avoit en cela aucun intérêt de se charger du recouvrement d'une Somme, qui n'appartenoit, ni à lui ni à la Compagnie de Prusse, à plus forte raison de s'engager par un revers à cette revendication. Il n'étoit pas plenipotentiaire ni de Mr Cabrit, ni de Mr de Tomatis, il vouloit seulement suivant ses facultés rendre en ami ses bons offices à Mr Cabrit, le vrai propriétaire de cette Somme, ne soupçonnant jamais qu'au lieu de reconnaissance pour ces services, il dût un jour être la triste victime de l'intrigue machinée en ce tems là & mise en jeu aujourd'hui.

Néanmoins, on voit actuellement que Mr de Tomatis appuie la liquidité & la légalité du procès qu'il intente maintenant à Mr Brokman, sur ce Revers donné de bonne foi par Mr Brokman, après avoir rublié, ou plutôt osant contester à Mr Cabrit la propriété de la Somme de 40,000. Ducats & le droit à la Cession de la même Somme, qui lui appartenoit primitivement jusqu'à présent & que ce n'est que par la faveur de Mr Cabrit, qu'il est admis à une partie de cette Somme à revendiquer; il cite Mr Brokman au Jugement du Grand Maréchal de la Courenne pour qu'il y ait à répondre à deux objections: „ à la première; que c'est Vous Brokman qui avez vendu ce „ qui étoit à moi, c'est à dire les lettres de change du Prince „ Poninski, montant à 40,000. Ducats qui m'appartenoient: à „ la seconde; que c'est par votre negligence que cette Somme est „ perdue, n'ayant pas été colloquée sur le Palais du Prince „ Poninski; & de ces deux objections il tire cette conséquence, „ que puisque vous Brokman avez agit contre votre revers, qui „ servoit à mon avantage, vous êtes donc obligé de me payer „ la Summe de 40,000. Ducats: „ & pour autoriser son titre à la propriété de cette Somme: & pour persuader au Public que ce titre ne sert qu'à lui & non pas à Mr Cabrit, Mr de Tomatis cite dans son imprimé un billet sans date du Prince Poninski, écrit à Mr Brokman avec ordre de garder entre ses mains les documents pour la Somme de 40,000. Ducats à la disposition de Mr de Tomatis & de lui en faire aussitôt la Cession.



Quant à la première objection : que les lettres de change de 40,000. Ducats, & le droit de les ceder, appartenait à Mr Cabrit selon la volonté du Prince Poninski, car cela est prouvé par le revers primitif donné à Mr Cabrit par Mr Brokman ; et c'est que Mr de Tomatis ne desavoue pas lui même ; on a déjà rapporté de quelle manière Mr de Tomatis est entré dans cette affaire, ayant persuadé Mr Cabrit à le charger du recouvrement de cette Somme, & de permettre qu'on lui en fasse la Cession. Par tout cela il est évidemment prouvé que jusqu'à ce moment Mr Cabrit n'avoit pas renoncé à la propriété du droit qu'il avoit à la Somme de 40,000. Ducats ni à la Cession d'icelle ; & le serment prêté par Mr Cabrit au Jugement de la Condescence sur ce que la propriété de la Somme de 40,000. Ducats ainsi que sa Cession lui appartenoient, & que ce n'étoit pas en vue de renoncer à son droit ni à la Cession, qu'il avoit rendu le revers de Mr Brokman, démontre le droit indoubtable à cette Somme de Mr Cabrit jusqu'à ce moment, Quand même Mr Brokman eut vendu les lettres de change pour la Somme de 40,000. Ducats, il auroit vendu la propriété de Mr Cabrit, & non pas celle de Mr de Tomatis, & ce seroit à Mr Cabrit & non pas à Mr de Tomatis d'actionner pour cela Mr Brokman. Mais Mr Brokman n'a pas vendu ces lettres de change, il en a fait la Cession à Mr Cabrit qui en étoit depuis long tems propriétaire & cela sans aucune récompense.

D'ailleurs il n'a fait cette Cession qu'après le serment de Mr Cabrit fait au Jugement de la Condescence, qui outre les autres documents, donnoit à Mr Cabrit un droit incontestable à ces Lettres de change : & qu'après la cassation judiciaire du revers donné en 1783. par Mr Brokman pour faire Cession de la dite Somme à Mr de Tomatis.

Après avoir répondu à la première objection, il paroît, que l'autre, savoir que Mr Brokman a négligé le recouvrement de la Somme de 40,000. Ducats, tombe d'elle même. Car quel droit a Mr de Tomatis d'inculper Mr Brokman d'avoir négligé la récupération d'une Somme qui n'a jamais appartenue à Mr de Tomatis, comme cela a été déjà prouvé ; Mais pour faire voir que Mr Brokman a rempli en honnet-homme même les engagements, dont il s'étoit chargé par amitié, et que ce n'est pas à lui, mais à la nature de cette Somme qu'il faut attribuer si elle n'a pas été colloquée sur le palais du Prince Poninski ; il est à savoir, que Mr Brokman a revendiqué cette Somme avec tout le soin possible, il a parfait le Procès dans la Commission du Tresor, il a comparu au jugement de la Ville, qui verifioit la priorité des droits de chaque créancier au Palais du Prince Poninski, & sollicité la collocation sur ce même Palais, il l'a effectivement obtenue pour la moitié de cette Somme ; & il n'a cessé de faire le recouvrement de cette Somme, que lors qu'il l'eut transfusée à son propriétaire Mr Cabrit. Mr Brokman, veilloit donc à cette revendication jusqu'au moment de la transfusion, & par conséquent il ne sauroit être accusé d'aucune négligence.

Cependant Mr de Tomatis l'inculpe de négligence à cause que cette Somme n'a pas été colloquée sur le Palais par le Decret de l'Assessorie.

Le

❁ ❁ ❁

Le tems, dans le quel l'Assessorie de la Couronne decidoit la collocation des Créanciers sur le Palais du Prince Poninski, ne peut nullement être applicable à Mr Brokman. Il avoit déjà transfusé cette Somme sur Mr Cabrit, pendant que cette Magistrature jugeoit le Procès, & conséquemment il n'avoit pas de titre pour le continuer dans le même jugement. Mais que même dans ce jugement il s'est donné des soins pour colloquer la Somme sur le Palais, cela se prouve par le Decret de l'Assessorie & les controverses qui y sont insérées; & outre cet argument la raison elle même nous doit convaincre, que celui à qui cette Somme fut cédée par Mr Brokman en exigea la cession & l'accepta à fin d'en pouvoir gagner quelque chose & dès qu'il eût le dessein d'en profiter, il doit avoir fait tout son possible, pour pouvoir colloquer cette Somme sur le Palais du Prince Poninski; pourtant il n'a pu y réussir, vû que le jugement de l'Assessorie de la Couronne, qui jugeoit une cause de Potiorité, ne pouvoit nullement placer cette Somme sur le Palais, sans faire tort aux autres créanciers, étant sur tout convaincu par les documents, qu'elle étoit déjà payée & qu'elle ne servoit qu'à couvrir des dettes postérieures, & conséquemment non admissibles à la collocation; on n'en sauroit donc inculper personne, par ce que la faute, s'il y en a, ne rejailliroit que sur le jugement de n'avoir pas voulu braver les loix, & de n'avoir pas conformé sa décision aux desseins injustes de Mr de Tomatis.

Ainsi les deux principales objections, que Mr de Tomatis fait à Mr Brokman, viennent d'être réfutées. On a démontré que Mr Cabrit n'a jamais renoncé au droit à la Somme de 40,000. Ducats; que Mr Brokman n'a pas vendu les lettres de change de Mr de Tomatis, mais qu'il n'a fait que rendre à Mr Cabrit par la cession, ce qui lui appartenoit: que Mr. Brokman a même satisfait aux devoirs, que l'amitié lui imposoit: que supposant même pour un moment (ce qui seroit évidemment contraire à la vérité, au serment & aux preuves) que la Somme de 40,000. Ducats ait appartenu de droit à Mr de Tomatis, la question tombe, lorsqu'elle est déjà reconnue par les decrets de l'Assessorie comme payée & nulle; Mr de Tomatis ne pourroit plus actionner personne pour l'éviction de cette Somme; car on s'est donné tous les soins possibles pour la recouvrir, car personne n'est obligé par le droit de la nature de restituer ce qu'il ne faisoit que revendiquer pour un autre, & donc le Jugement l'a privé.

Après avoir répondu aux objections cidessus rapportées de Mr de Tomatis, il reste à répondre au Billet du Prince Poninski, écrit à Mr Brokman avec ordre de faire la cession de 40,000. Ducats à Mr de Tomatis, qui le cite dans son Imprimé.

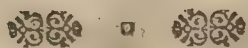
Quiconque fait la connexion des affaires qu'il y a entre le Prince Poninski & Mr de Tomatis, ainsi que la manière d'agir de Mr de Tomatis dans leur maniment, sera d'abord convaincu qu'il n'y avoit rien de plus aisé à Mr de Tomatis que d'obtenir du Prince Poninski tous les écrits dont il avoit besoin pour exécuter ses desseins: & il y réussissoit avec d'autant plus de



facilité, qu'il avoit les moyens les plus efficaces pour contraindre le Prince Poninski à donner de pareils écrits. Le plus puissant de ces moyens étoit la Résignation de sa charge du Grand-Tresorier de la Couronne engagée chés Mr de Tomatis, de l'emploi de la quelle il avoit soin d'intimider le Prince Poninski toutes les fois qu'il vouloit le rendre souple à ses desseins. Il ne faut donc pas douter, que le Billet écrit par le Prince Poninski à Mr Brokman, une certaine convention faite avec le Prince Poninski, & tous les autres écrits, s'il en existe à ce sujet, avoient été faits postérieurement par le Prince Poninski sous des dattes supérieures, & ne furent que l'effet de l'ascendens que Mr de Tomatis avoit sur lui. Cette conclusion s'étaie encore par le même Billet, qui est entre les mains de Mr de Tomatis ou qui du moins n'a jamais été rendu à Mr Brokman. Car si le Prince Poninski a écrit ce Billet à Mr Brokman pour lui être remis par Mr de Tomatis, il falloit le-lui rendre; cependant Mr Brokman ne l'a jamais eu, c'est ce qu'il est prêt à confirmer par serment dans un jugement compétent. Pourquoi Mr de Tomatis a-t-il fait oblater ce Billet au Grod, comme il le dit dans le même imprimé? a-t-on jamais vu, que des Billets écrits d'une Personne à l'autre eussent été oblatus avant que de parvenir à ceux, à qui on les avoit adressés? Quel motif a pu avoir Mr de Tomatis, pour faire inferer celui dans les Actes? Il ne pouvoit pas alors soupçonner Mr Brokman, puisque ce n'est qu'après avoir reçu ce Billet, que Mr Brokman devoit faire la cession sur sa personne. Il est sur que Mr de Tomatis ne saura répondre à cette question qu'il devoit avouer ce dont on a déjà fait mention, que c'est dès lors, qu'il tendoit des pièges à l'innocence. Il n'a pas même osé citer la date de ce Billet, ni le jour de son enregistrement: c'est assurément, que la date du Billet ou son ingrossation ne seroient pas applicables aux circonstances & au tems.

Mais supposons ce, qui n'est pas, que ce Billet ait été écrit par le Prince Poninski dans le tems, qu'il le falloit, & qu'il soit parvenu à Mr Brokman; quelle preuve Mr de Tomatis en peut-il tirer? Combien n'y a-t-il pas de Billets écrits par le Prince Poninski à différentes personnes, avec des demandes, qui ne pouvoient pas être accordées? Est-ce qu'il s'en suit, que tout le monde ait effectué ce que le Prince Poninski a demandé par son Billet? Quand même ce Billet eut été rendu à son tems à Mr Brokman, il n'auroit pas fait impression sur lui, il n'auroit pas donné à Mr de Tomatis le revers pour la cession en vertu du Billet du Prince Poninski, car il savoit, que le Prince Poninski n'étoit pas en droit d'en disposer: mais il le donna parce que Mr Cabrit propriétaire de cette cession & de la Somme de 40,000. Ducats, avoit permis à Mr Brokman, de faire cession de la dite Somme de 40,000. Ducats.

Il paroît qu'il est inutile de démontrer au Public par de plus longs détails la nullité des droits de Mr de Tomatis à la Somme de 40,000. Ducats, & combien il est injuste de la reporter de Mr Brokman. Il reste encore à prouver, que Mr de Tomatis s'en étant pris au bien & à l'honneur de Mr Brokman par avidité, attaqua encore par vengeance l'honneur des person-



ne d'une grande intégrité & qui jouissent de la réputation publique.

Après avoir passé sous silence les expressions indecentes, dont se sert Mr de Tomatis dans son Imprimé, qui faisant voir le vrai caractère de leur auteur ne sauroient faire tort qu'au détractant; on prouvera seulement que tout ce qu'il a allégué d'injurieux dans son écrit pour des preuves indoubtables pour noircir qui que ce soit, n'est que de la fausseté à laquelle il a eu recours pour se venger.

Mr de Tomatis affirme dans son imprimé „ que Mr Sylwestrowicz, ayant formé le projet de colloquer ses Sommes, „ avant celles des autres créanciers du Prince Poninski (quoiqu'elles étoient postérieures) est entré en négociations avec „ les uns, a cité les autres pour les contraindre à lui céder à „ bas prix leurs prétentions: qu'il a offert à Mr de Tomatis „ 30,000. Ducats pour 74,000. qui lui sont dus pour des Sommes garanties par des decrets de dernière Instance: qu'entre „ autres Mr Sylwestrowicz s'est arrangé avec la Compagnie „ de Prusse, pour une prétention de 34,000. Ducats (c'est à dire pour la partie restante de la Somme due à Mr de Gören, „ après l'extinction de 40,000. Ducats par la vente de la terre de Mrocza) en lui donnant 7,000. Ducats. Mais comme cette „ Somme étoit postérieure à celle qui appartenoit au Comte de Tomatis & dont Mr Brokman étoit depositaire; au moment de „ la vente du Palais, ils se sont aperçus, qu'au lieu de gagner, ils auroient perdu, malgré la modicité du prix qu'ils „ auroient donné pour acquérir la susdite Somme de 34,000. Ducats. C'est pourquoi ils combinerent alors ensemble le Plan „ de faire tomber la Somme du Comte de Tomatis; Mr Sylwestrowicz cita Mr Cabrit au jugement de son juge pour qu'il „ eût à prêter serment, que la dette de 40,000. Ducats étoit payée; c'est que Mr Cabrit fit aussi tôt de bon gré sans aucune nécessité, en absence des parties, & sans considérer, „ que *qui jurat sine me, in vacuum jurat*; car Mr Brokman qu'on „ avoit aussi cité, n'y comparut pas & se fit condamner en contumace. Le Comte de Tomatis qu'on avoit aussi ajourné pour „ rendre les papiers & le Revers, qu'il tenoit de Mr Brokman, s'y trouva à la vérité, mais ce ne fut que pour „ présenter que ce jugement étoit incompetent à ses affaires particulières qu'il avoit avec Mr Brokman, & n'y produisit ni „ le revers ni aucun autre document; cependant cela n'a pas „ empêché Mr Puchala de former un Décret par lequel il cassa & annulla de sa propre autorité des lettres de change déjà „ jugées & approuvées par un Décret de la Commission du Trésor, qui ne sauroit être annulé par aucune autre Magistrature sans enfreindre les loix fondamentales du Royaume. Le „ Comte de Tomatis en appella & cita Mr Puchala au Tribunal „ de *male gesto officio*. Ce sont les termes de l'Imprimé de Mr de Tomatis.

Mais nous allons voir par la réponse suivante combien toute cette narration est controuvée, & dénuée de toute vraisemblance.



Quiconque connoît les droits, ne sauroit ignorer que dans les Procédures de *Potiorité*, on ne fait attention qu'à la priorité des dettes; & que celles-ci ne doivent être colloquées sur les biens devolus à la *Potiorité*, que selon l'ancienneté des Sommes. Aucun jugement ne peut contrevenir à cette règle indiquée par la loi; car autrement sa décision seroit nulle, & la partie qui l'auroit procurée ne pourroit être sûre de retirer quelque avantage de ses soins.

Mr Sylwestrowicz représentant le principal Créancier du Prince Poninski étoit trop persuadé que la plus légère injustice commise dans l'ouvrage de la *Potiorité* ou la moindre déférence en faveur de qui que ce soit, pourroit entièrement détruire tout cet ouvrage, qui n'a été rapproché de sa fin, qu'avec beaucoup de peine, avec un travail de quatre années, & une dépense près de 300,000. Florins; conséquemment il ne pouvoit faire des démarches pour se procurer des égards injustes, mais au contraire pour donner toute la consistance possible à un ouvrage, qui intéressoit tant de personnes, il veilloit avec soin que chaque créancier eût la satisfaction, qui lui étoit due par la loi & la justice. L'avenir fera voir cette vérité, quand on s'apercevra à la fin de cette *Potiorité*, que Mr Sylwestrowicz n'avoit pu colloquer sur les biens du Prince Poninski sa Somme qui monte à plus de 300,000. Florins.

L'allegation de Mr de Tomatis est également fautive que Mr Sylwestrowicz s'est fait céder des Sommes de quelques Créanciers du Prince Poninski, & qu'il est entré en négociation avec eux. Quand même cela fut vrai, quel crime auroit-il commis par là? dès qu'il n'a privé personne de ces Sommes par force, mais qu'il s'est les fait céder par convention spontanée ce que toutes les Loix lui permettoient. Néanmoins Mr de Tomatis ne pourra faire voir dans tout le Decret de l'Assessorie, qui l'intéresse le plus, que Mr Sylwestrowicz y ait liquidé quelque Somme acquise, il ne veilla à cette affaire dans le même jugement que pour celui qui n'avoit aucun aux fonds droit, & qu'il ne reclamoit que sous l'ombre de la justice, ne put parvenir à s'en emparer.

Il n'est pas non plus nécessaire, que Mr Sylwestrowicz réponde à la déclaration de Mr de Tomatis, qui avance que Mr Sylwestrowicz lui a offert 30,000. Ducats pour 74,000. Car il n'a jamais fait cette proposition à Mr de Tomatis, ce qu'il assure foi d'honnête-homme, & quand bien même il l'eût fait, quel crime auroit-il commis? Quel argument d'ailleurs Mr de Tomatis peut-il en tirer en sa faveur?

Il est vrai que Mr Sylwestrowicz, après la publication du Decret de l'Assessorie, qui colloquoit les Créanciers sur le Palais du Prince Poninski, a fait l'acquisition de toutes les Sommes, qui y ont été colloquées, mais il les a payées ou argent comptant ou avec des lettres de change des Banquiers; et cela n'est pas un secret; il a aussi acquis la Somme de Mr de Tomatis lui-même, dont l'hypothèque avoit été reconnue sur le palais: or étant devenu propriétaire de toutes les Sommes & par conséquent du Palais, il le vendit à la Commission du Trésor de la Couronne, ne s'en réservant que quelques places contigues
derrière

derrière le palais. Auroit-il fait par là un crime? si ce n'est qu'il y a gagné quelque chose, qu'il a peut-être vendu ce palais au plus haut prix, qu'il ne l'avoit acheté. Et qui pourroit regarder cela comme un crime? Est-ce qu'il n'avoit pas le droit de gagner, quand il le pouvoit?

Mais pour convaincre le Public, qu'au lieu de gagner, il y a encore perdu, on met ci dessous le calcul de ce qu'il a donné aux Créanciers colloqués sur le Palais en achetant les Sommes, & de ce qu'il a pris pour le palais & les places y attenantes. Ce calcul peut être attesté par tous les Créanciers qui ont fait la Cession de leurs hypothèques à Mr Sylwestrowicz, ainsi que par la Commission du Tresor & les transactions de la vente des places vendues posterieurement.

Le Palais du Prince Poninski avoit été taxé par le Decret de l'Assessorie & selon cette taxe la collocation des Créanciers avoit été faite en la Duc: Fl: Somme de 47,450. - -

Les créanciers en faisant la Cession de leurs droits à Mr Sylwestrowicz ont rabattu de la Somme entière 7,450. Ducats & n'en ont reçu que 40,000. - -

Mr Sylwestrowicz en vendant le Palais & les places a reçu pour le Palais vendu à la Commission du Tresor	34,333. fl. 6.	} 38,487. - 6.
Pour les places vendues à différentes personnes selon la transaction, car il n'a pu s'en defaire selon la taxe	4,154.	

Ainsi Mr Sylwestrowicz y perd outre les différentes dépenses & les interets qu'il a été obligé de payer 1,512. - 12.

Mr de Tomatis s'est aussi écarté de la verité en avançant que Mr Sylwestrowicz avoit aquis de la Compagnie de Prusse pour la Somme de 7000. Ducats celle de 34,000. Ducats qui étoit restée de surplus après que la Somme de 140,000. Ducats eut été payée par la vente de la terre de Mroczka. Par ce que cette acquisition n'a pas été faite à Varsovie mais à Berlin; & non par Mr Sylwestrowicz, mais par Mr Meisner moyennant une transaction faite avec la chambre de Domaines de S. M. P. Or à quel prix il l'a aquisée & à qui il en a fait la Cession? est-ce à Mr de Tomatis de l'examiner? Est-ce qu'on est obligé de lui en rendre compte?

Il a encore tort de dire que Mr Sylwestrowicz ait formé le projet de faire échoir de la collocation sur le palais la Somme de 40,000. Ducats, qui étoit déposée chez Mr Brokman.

Il pouvoit à la verité & même comme Créancier, il devoit avoir eu soin pour que cette Somme ne fût pas colloquée sur le palais, mais la nature même de cette Somme, les preuves convaincantes, qu'elle avoit été payée & qu'elle ne servoit qu'à couvrir des dettes posterieures, lui ont épargné la peine d'y veiller beaucoup: vu que le jugement l'a déclarée pour payée & conséquemment d'aucune valeur.

❁ ❁ ❁

Il est étonnant que Mr de Tomatis dans la chaleur, avec la quelle il redigeoit son écrit, n'ait pas pris garde, qu'il déposoit contre lui même en avouant d'avoir requis, pour que le susdit Jugement de l'Assessorie. voulut bien reconnoître & colloquer cette Somme sur le Palais, & d'après ce Decret, qui auroit fait tort au Jugement ainsi qu'aux Créanciers, il n'auroit pas balancé de profiter de cette Somme, au préjudice des autres Créanciers qui avoient de justes prétensions, avec lesquelles ils auroient échoué & perdu leurs biens. C'est actuellement au Public de décider, sur qui doit tomber le blâme, d'avoir voulu se procurer dans le Jugement des décrets avantageux & colloquer des Sommes posterieures avant des anterieures? Est-ce sur Mr Sylwestrowicz, à qui Mr de Tomatis lui seul fait de pareilles reproches dans son imprimé denué de preuves? ou sera ce sur Mr de Tomatis, qui en est convaincu par son propre aveu? Si l'on réfléchit encore sur ce que Mr de Tomatis a rapporté dans la suite de son imprimé que, lorsque Mr Sylwestrowicz eut assigné par devant le Jugement de Potiorité Mrs de Tomatis, Cabrit, & Brokman, pour y attester que la Somme de 40,000. Ducats a été payée avec la terre de Mroczka: Mr Brokman n'y comparut pas & Mr de Tomatis ne s'y présenta, *qu'in exceptione judicii*: & qu'il en apella après & cita Mr Puchala au Tribunal pour avoir mal rempli son Office. Il faut avouer, que Mr de Tomatis ne se souvient plus de ses opérations, ou ne veut pas s'en souvenir: il est vrai que Mr Brokman n'a pas comparu à ce Jugement, mais c'est aussi une vérité incontestable, étant étaiée par le Decret du même Jugement, que Mr de Tomatis y a comparu, qu'il n'a point excepté le Jugement, qu'au contraire il y a plaidé contre Mr Cabrit pour le droit à la Cession de la Somme de 40,000. Ducats, comme cela est prouvé par ses controverses; que c'est après sa comparition, que le serment fut enjoint à Mr Cabrit, & prêté par lui sur le champ sur ce que le droit de cette Cession ne servoit qu'à lui seul; qu'enfin ce ne fut qu'après ce serment & après la cassation judiciaire du Revers de Mr Brokman donné à Mr de Tomatis en 1783. pour lui faire la Cession de 40,000. Ducats; que Mr de Tomatis apella du Jugement de condescense, comme on le voit par le même Decret oblaté au Grod de Varsovie le 29. Mars de l'année 1788.

C'est ce Decret & l'imprimé de Mr de Tomatis qui fournissent le plus fort argument contre lui. Car, dès que ce Decret constate que Mr de Tomatis a plaidé sa Cause par controverses dans le Jugement Condensorial, & que Mr de Tomatis avance lui même dans son imprimé ayant seulement oublié ses controverses, qu'il avoit été depuis le commencement jusqu'à la fin à ce Jugement; puisqu'il en a appelé & cité au Tribunal Mr Puchala pour faire rectifier sa décision & le faire punir *pro male gesto officio*; n'est il pas évident qu'ayant d'abord accepté pour compétent le Jugement de la Condescense en y portant son Procès, il ait après voulu en ajournant Mr Puchala au Tribunal, le reconnaître pour son Jugement comme ayant uniquement & exclusivement le droit d'emander la décision de Mr Puchala, qui étoit, comme il le prétend, préjudiciable à lui; ainsi à quel titre Mr de Tomatis, après s'être écarté du chemin droit que la loi

❁ ❁ ❁

lui indiquoit, porte-t-il cette affaire par une voie jusqu'ici inconnue au jugement du G. Maréchal de la Couronne? Est ce que ce Jugement peut prendre Connoissance des décisions de Mr Puchala, qui jugeoit en vertu du Decret du Tribunal, & examiner s'il a bien ou mal géri son office?

Ce Jugement de condescence n'a pas non plus enfreint les Loix fondamentales du Royaume, comme le dit Mr de Tomatis, en cassant & annullant les lettres de change pour la Somme de 40,000. Ducats, quoiqu' adjugée déjà par les décrets de la Commission du Tresor; il n'a pas par là manqué à la déférence due aux Decrets de la Commission: car pendant que le procès se faisoit pour cette Somme dans le même jugement, personne ne s'y opposa. Le Prince Poninski ne fit non plus de controverse, au contraire il laissa parfaire ce procès contre lui même, puisqu' il s'y étoit obligé par convention; & ses créanciers ne savoient encore rien de ce procès, & quand bien même ils l'auroient su, ils n'avoient pas besoin de veiller dans aucun autre jugement, que dans celui qui leur étoit designé par le Tribunal; & outre cela, la Commission du Tresor ne pouvoit pas prononcer sur la nature de cette Somme, lorsque personne ne questionna là dessus, lorsque le Prince Poninski, sur le quel on la recouroit, ne la desavouoit pas: mais au contrair il laissa parfaire le procès pour elle. Ce ne fut qu'au Jugement de la *Potiorité*, auquel le Tribunal avoit enjoint d'examiner très strictement toutes les affaires faites par le Prince Poninski, avec qui que ce soit, & de verifier des dettes même reconnues par des transactions authentiques & par des decrets portés en dernieres instances, & de colloquer après les dettes de Créance selon la priorité des titres, sur les fonds du Prince Poninski; ce ne fut, dis-je, que dans ce Jugement, qu'on decouvrit la nature de la Somme de 40,000. Ducats. On s'aperçut, que cette dette avoit déjà été payée, & par conséquent le jugement, par la seule raison, que la Commission avoit déjà prononcé sur cette Somme a-t-il pu la reconnoître & la colloquer sur les fonds du Prince Poninski, au préjudice des autres Créanciers? Enfin ce n'est pas le seul Jugement de la Condescense qui a ainsi décidé celui de l'Assessorie s'accorda avec la décision de la Condescense, ayant également reconnu cette Somme pour payée & d'aucune valeur.

Les reponses que l'on vient de faire à l'imprimé de Mr de Tomatis, ainsi que les circonstances détaillées qui regardent cette affaire, convaincront le Public, que toutes les preuves & la déduction de Mr de Tomatis, se fondent sur de fausses narrations qu'il a faites de la nature de l'affaire. Il faut d'ailleurs savoir que Mr de Tomatis a été porté à noircir Mr Sylwestrowicz par la haine & la vengeance qu'il avoit conçues contre lui à cause que celui-ci en cherchant par devoir des fonds pour la dette du Prince Eveque de Vilna, & connoissant les détours en chicane de Mr de Tomatis dont il a pu prendre facilement toute la connoissance possible par les procès continuels qu'il a eut pendant plusieurs années dans toutes les Juridictions du Pays, avoit toujours veillé que la masse des fonds du Prince Poninski ne fut endommagée par ses ruses, en tachant incessamment de découvrir

les desseins, que Mr de Tomatis étoit à chaque moment prêt à mettre en execution au détriment des autres Créanciers.

On ne pourra qu'être fort étonné de l'insatiable avidité de Mr de Tomatis, quand on saura quels fonds considérables il a acquis presque pour rien, du Prince Poninski, & encore dans le tems que la masse du Prince Poninski trop obérée ne lui permettoit pas de disposer des dits fonds. Il acheta en 1781. du Prince Poninski une certaine Pension qui lui étoit accordée à vie de 100,000. Florins par an, & il ne lui en a donné que 400,000. Fl. dont il a déjà retiré depuis 1781. 900,000. Fl. il a aquis postérieurement la Pension de Malte rapportant par an 36,000. Fl. pour 150,000. il a déjà reçu avec intérêt la Somme qu'il avoit déboursée pour la Cession de cette Pension, ainsi il en tire déjà de profits nets. Il faut également être étonné de la hardiesse avec laquelle Mr de Tomatis avance qu'il a des Sommes considérables (vu qu'elles montent jusqu'à 74,000. ducats) sur les biens du Prince Poninski, lorsqu'on a déjà démontré ci-dessus que le Jugement de la Condescence pour toutes les prétentions de Mr de Tomatis (exceptées celles qui appartiennent à la masse de Czudnów) n'a reconnu à Mr de Tomatis, qu'une Somme capitale de 23,365. Ducats, & 10,3 17. Ducats d'intérêts, puisque les autres sommes considérables avoient déjà été acquittées par le Prince Poninski. De cette Somme reconnue, quand on aura rabattu au de là de 200,000. Florins, que la masse du Prince Poninski a payés à celle des Créanciers de Młodzieiowski pour Mr de Tomatis; lorsqu'il sera obligé par les loix & les Decrets du Tribunal à la restitution de ces fonds qu'il n'a pu acquérir du Prince Poninski dans ce tems là sans faire tort aux autres créanciers, il ne lui restera peut être que le triste souvenir de ces Sommes énormes, sur lesquelles il faisoit fond.

Quant aux objections que Mr de Tomatis a faites à Mr Puchala Sous juge du Grod de Czersk, dans le dessein de le noircir, il semble que ce seroit faire tort à cet honnet-homme & Juge intègre, que de repliquer à Mr de Tomatis. Il est connu presque de toute la Masovie & particulièrement des Terres de Varsovie & de Czersk, où il a conduit & executé tant d'ouvrages juridiques; tout le monde lui rend la justice, qui est due à un homme vertueux & à un juge irrépréhensible. On peut donc être sur que l'imprimé de Mr de Tomatis, ne fera pas diminuer dans l'esprit du Public l'opinion avantageuse qu'il a de ce digne & respectable homme.

Il ne reste qu'à répondre à la déclaration publique de Mr de Tomatis, par la quelle il fait entendre, qu'il est résolu de soumettre entièrement cette affaire avec Mr Brokman & sa prétention à un jugement d'Arbitres.

Il faut présumer que cette assertion de Mr de Tomatis est sincère; mais la nature de la cause permettra-t-elle de la soumettre à la décision de quelque autre jugement, que celui du Tribunal? Il n'y a que le Tribunal, comme le seul jugement qui en a le pouvoir exclusif qui puisse reconnoître d'une cause qui a été tant de fois décidée par la Condescence autorisée pour cet effet par le Tribunal, & qui interesse un millier de Créanciers du Prince Poninski. Cela ne pourroit avoir lieu, que lorsqu'il



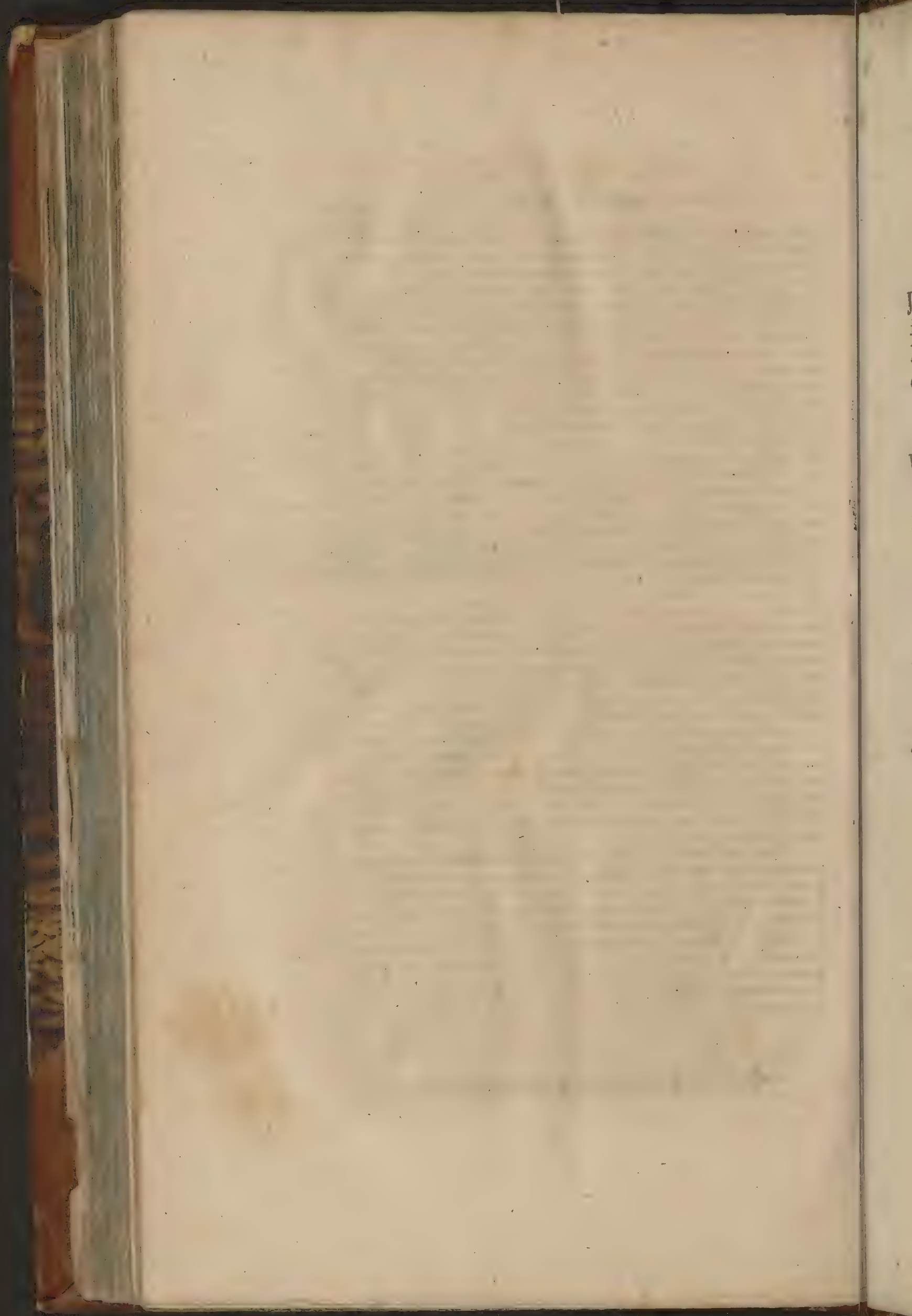
qu'il seroit possible de persuader tous les créanciers à consentir que cette affaire fût décidée dans un jugement étranger & non pas dans celui qui lui est compétant. Mais, comme Mr de Tomatis est bien convaincu qu'on n'y réussiroit jamais, il lui est aisé de faire des propositions dont l'exécution est impossible.

On a donc démontré par toutes les circonstances & les preuves rapportées ci-dessus la nature de la cause de droit décidée par tant de sentences judiciaires & confirmée par plusieurs serments; on a prouvé que Mr de Tomatis qui n'avoit originairement aucun titre, ni aucun droit à la Cession de la Somme de 40,000. Ducats, à plus forte raison n'en peut avoir après les Decrets de la Condescence & ceux de l'Assessorie; après la cassation judiciaire du revers donné à Mr de Tomatis par Mr Brokman, pour faire la Cession; après les serments prêtés par Mr Cabrit & le Prince Poninski; & quand même Mr de Tomatis vouloit resusciter ce Procès déjà terminé par les dits decrets, il ne pourroit pourtant le porter qu'au Tribunal. Car aucune autre Magistrature n'est pas autorisée à prendre connoissance des Decrets de Condescence désignée par le Tribunal, hormis le Tribunal lui même; & même le Decret de l'Assessorie après avoir déclaré la Somme de 40,000. Ducats pour payée & incollocable sur le palais du Prince Poninski, avoit renvoyé cette affaire au Jugement où elle avoit été appointée c'est à dire à la Condescence ou au Tribunal pour en faire décider, qui a le droit à la Cession; car enfin Mr de Tomatis lui-même connoissoit le chemin qui lui convenoit de prendre, lorsque de la décision donnée par la Condescence dans cette affaire, il appella au Tribunal, & appuya son appel par une citation, qu'il donna aux Parties & au jugement pour cette Magistrature.

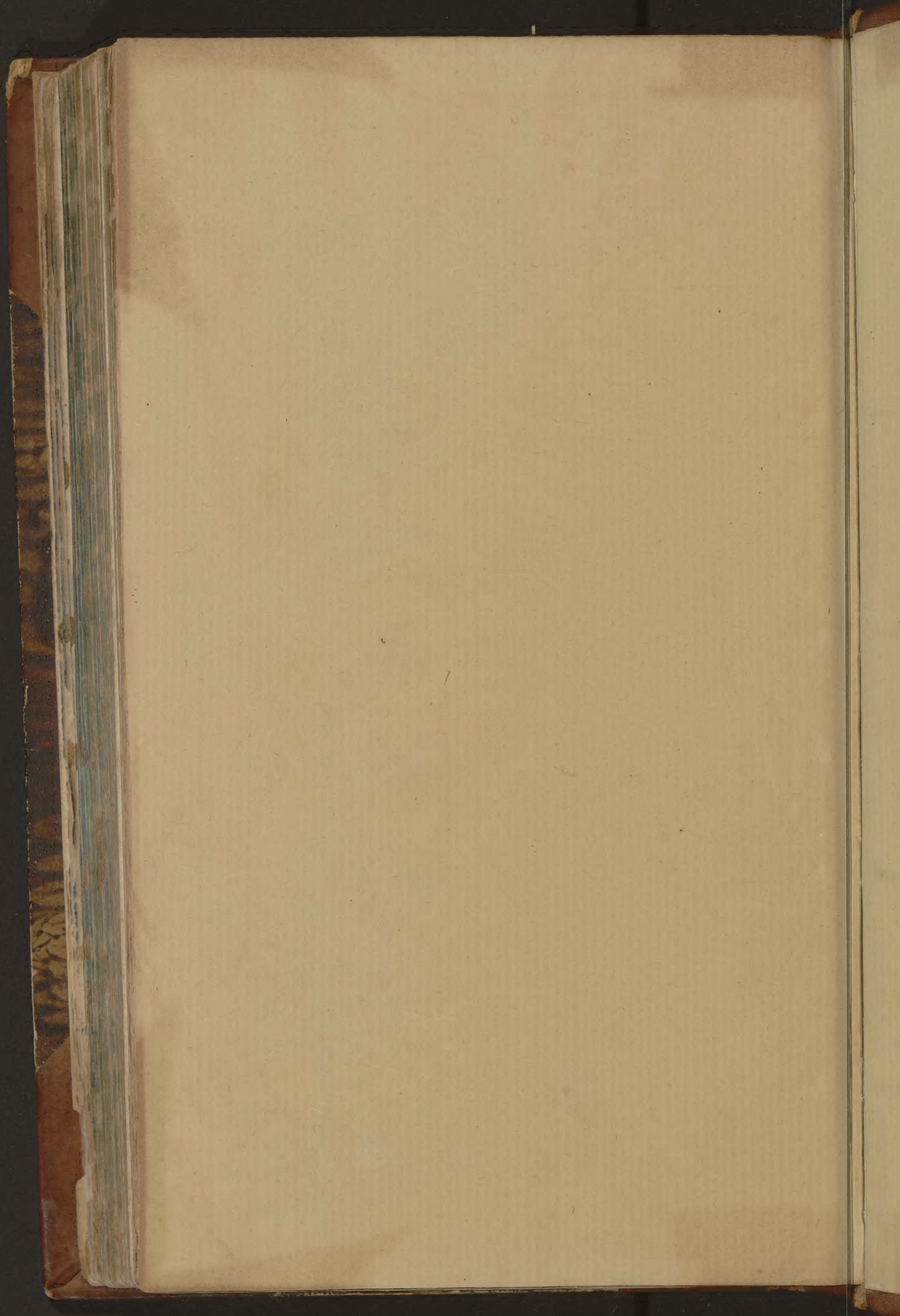
Ce seroit le premier exemple dans notre Pays, qui auroit sans doute des suites fort facheuses pour les citoyens, & causeroit une collision entre les Juridictions, s'il étoit permis d'introduire par des évolutions inconcevables des causes de cette nature au Jugement du G. Marechal de la Couronne, qui ne peut juger que certaines causes indiquées par les Loix & qui n'ont aucune liaison avec celle-ci.

C'est au Public, comme au juge impartial de donner son sentiment sur les conséquences qui en peuvent résulter dans la suite, & de prononcer en faveur de la partie qui a pour elle les loix, la justice & des preuves incontestables, & de faire sentir son mépris à la supercherie, qui n'a pour but que l'intérêt, & des avantages illicites au préjudice d'autrui; pour empêcher par là les amateurs de la chicane d'user des subterfuges paillés de quelques apparences de justice, qui en fascinant les yeux du juge le plus intègre portent un préjudice notable au Pais & à ses Habitans.





BIBLIOTHECA
VNIV. IAGELL.
GRACOVENSIS



Biblioteka Jagiellońska



stdr0023297

